



Meeting du FN à Brachay (Haute-Marne), en septembre 2016. Marine Le Pen multiplie les promesses non financées.

Romain Baurrier - R&A

**PROGRAMME** Les propositions du Front national pour l'élection présidentielle ne sont pas crédibles économiquement et menacent la cohésion sociale.

## La politique du repli sur soi

**S**ous les auspices de son nouveau logo, une rose teintée en bleu, Marine Le Pen a présenté le 5 février dernier, à Lyon, son programme pour l'élection présidentielle. Ses 144 engagements, s'ils varient quelque peu par rapport à ceux de 2012, reprennent pour l'essentiel le logiciel classique du Front national (FN) : face à ceux qu'elle nomme « *les mondialistes* », la présidente du FN se présente comme « *une patriote* » qui incarnerait « *le peuple* » contre les « *partis de l'argent* ». Mais son programme est surtout irréaliste et menace de diviser encore plus la société française.

Le FN n'est pas avare de promesses de dépenses nouvelles : augmentation du budget de la défense à hauteur de 2 % du

produit intérieur brut (PIB) et de 3 % à la fin du quinquennat, contre 1,8 % en 2015 (proposition n° 121), recrutements dans la fonction publique hospitalière (n° 68), 15 000 postes dans la police et la gendarmerie (n° 13) et 6 000 dans les douanes (n° 24), ainsi qu'une revalorisation du point d'indice des fonctionnaires (n° 86), retour de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans (n° 52), renationalisation des sociétés d'autoroutes (n° 144), création de 40 000 places de prisons supplémentaires (n° 20), etc.

### Des promesses à la pelle

Marine Le Pen propose aussi la création d'une prime de pouvoir d'achat d'un montant de 80 euros en moyenne par mois pour les personnes touchant un re-

venu ou une retraite inférieurs à 1 500 euros mensuels (n° 59). Et encore d'instaurer un cinquième risque dans la protection sociale pour couvrir la dépendance (n° 69)...

Elle voudrait également le retour au versement des allocations familiales sans conditions de ressources, mais uniquement pour les familles françaises (n° 55) ainsi que la revalorisation du minimum vieillesse, mais conditionné là aussi à la nationalité française ou à vingt ans de résidence en France (n° 58). De même, l'attribution des logements sociaux devrait être réservée en priorité aux Français (n° 142). « *C'est dans le domaine de la protection sociale que la volonté de discrimination à l'égard des étrangers s'exprime le plus fortement* », explique Rémi Bazillier économiste membre du collectif Ecolinks <sup>[1]</sup>.

La « priorité nationale » est aussi la pierre angulaire de sa politique de l'emploi. Ainsi Marine Le Pen veut imposer une taxe additionnelle sur toute nouvelle embauche d'employé étranger (n° 38). La recette devrait être ▶